

RELIGION & SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Building Partnerships to End Extreme Poverty

LA RELIGION ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Etablissement des partenariats pour terminer la pauvreté extrême

Les résultats clés et recommandations pour l'action

Du 7-9 Juillet, 2015
Washington, DC



JOINT LEARNING INITIATIVE on
FAITH & LOCAL COMMUNITIES



McKinsey&Company

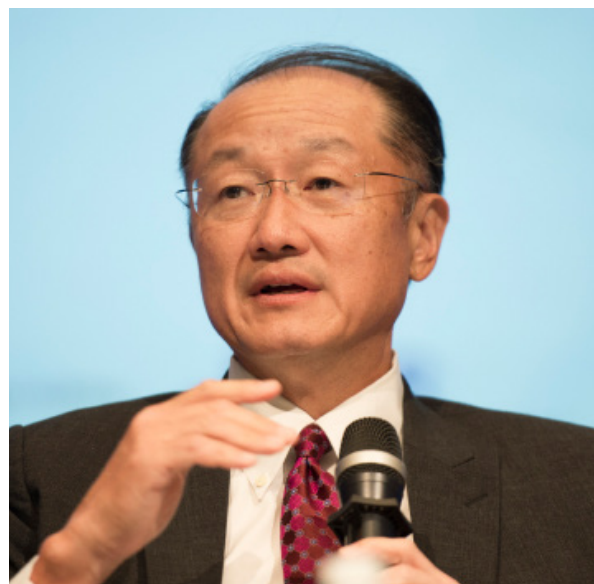
Les comptes rendus de la conférence étaient réalisés par le Joint Learning Initiative on Faith & Local Communities. Veuillez contacter Jean Duff, la Coordinatrice de JLIF&LC à travers : JeanDuff@pfaithdev.org pour plus d'information.

La traduction des comptes rendus de la Conférence était fournie par Mike Mugweru, l'Officier du Secrétariat de la Plateforme des Associations Chrétiennes de la Santé d'Afrique

“Les organisations confessionnelles ainsi que les communautés religieuses jouent souvent un rôle important dans la lutte contre la pauvreté extrême, en protégeant les populations vulnérables, en livrant les services essentiels en soulageant la souffrance. Nous envisageons répandre le partenariat du groupe de la Banque Mondiale avec les organisations confessionnelles pour réaliser un but commun qui consiste à réduire l'atteint de notre but commun de terminé la pauvreté extrême dans une génération.”

JIM YONG KIM

Président, Groupe de la Banque Mondiale



“Les organisations confessionnelles sont orientées vers les populations et le développement exige une approche centrée sur les populations.

L'argent à lui seul ne suffit pas pour changer le monde. Si cela était le cas, ça serait facile de trouver des solutions aux défis mondiaux. La durabilité demande la transformation des politiques et des mentalités.”

THOMAS SILBERHORN

Secrétaire d'Etat, député, Ministre Fédérale de la Coopération Economique et du développement, BMZ

“Le développement durable a pour objectif «la demande d'une élévation de ce que nous faisons, la manière du partenariat l'un avec l'autre, et notre compréhension de ce qui fait la différence » Ce sont les buts, les institutions et les dirigeants sur le terrain qui feront la différence à la fin. Une chose que nous savons c'est que les organisations confessionnelles autour du monde sont les fournisseurs, souvent elles fournissent l'inspiration, l'organisation et la capitalisation de ce qui est nécessaire pour accomplir ces buts.”

ALEX THIER

Administrateur adjoint, du Bureau de la politique, de la planification et de l'apprentissage de l'USAID



DOCUMENT DE SYNTHÈSE

LES OBSERVATIONS CLÉS

1. La question n'est plus si la religion est importante pour le développement. Il existe des preuves incontestables montrant que les organisations confessionnelles et religieuses ajoutent la valeur dans le domaine de développement, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation et des secours en cas de catastrophes. La question pertinente est: comment intégrer le potentiel des organisations religieuses en matière de développement ainsi que les principes et critères que l'on va appliquer pour juger l'inclusion.
2. Comme base du partenariat effectif pour le développement, il faut augmenter le nombre d'acteurs au sein de l'alphabétisation religieuse pour le développement et ceux au sein de l'alphabétisation de développement pour les acteurs confessionnelles. Chaque donateur doit identifier les stratégies d'augmenter l'alphabétisation religieuse et de commencer à mettre en œuvre les mesures selon leurs contextes spécifiques. Les organisations confessionnelles et religieuses qui désirent le partenariat dans le domaine d'activités de développement doivent comprendre et contribuer aux priorités de développement, et de répondre aux normes communes de la responsabilité, la transparence et le suivi d'impact.
3. Les mécanismes de coordination institutionnelle parmi les donateurs bilatéraux et multilatéraux de même esprit et parmi les acteurs religieuse sont exigées afin de faciliter l'engagement complète et durable sur les potentielles de la religion dans le domaine de développement. Les preuves préliminaires pour une collaboration intersectorielle efficace est disponible, les mécanismes et les méthodologies peuvent être adaptés afin d'agrandir le partenariat entre le secteur publique et les organisations confessionnelles/religieuses. Il est essentiel d'avoir les efforts en cours pour élargir et disséminer la base d'évidence pour la religion et le développement.
4. Il y a un consensus que la stratégie de « ne pas faire de mal » en ce qui concerne la religion, n'est pas suffisante. La sagesse de la religion doit être considérée afin de s'assurer que le développement durable est basé sur les valeurs universelles communes qui contribuent à l'égalité, à la paix et à la liberté. Le discours sur la religion et le développement peut jouer un rôle importante dans le développement d'une politique de développement orientée vers la valeur, une culture de coopération et une moyen de vivre plus équitable pour tous.

140 décideurs politiques internationaux, les académiciens et les responsables des organisations religieuses et confessionnelles se sont réunis du 7 au 9 juillet 2015 à Washington D.C pour une conférence : **LA RELIGION ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR TERMINER LA PAUVRETÉ EXTRÊME**. Les participants à cette conférence ont abordé les preuves les plus récentes sur les partenariats efficaces entre le secteur public et les organisations religieuses et confessionnelles, afin de développer les recommandations pratiques visant à renforcer la collaboration.

Après le discours d'accueil des Co-facilitateurs de la conférence, la conférence a commencé avec le lancement du slogan **LANCET SERIES ON FAITH BASED HEALTH CARE**, C'est la première série par le revue médical, mettant l'accent sur la contribution de la foi aux soins de santé. Les présentations par les

auteurs principaux dans la série de **LANCET** ont attiré l'attention à l'évidence disponible pour les contributions confessionnelles, les polémiques dans le domaine de la foi et les soins de santé et les opportunités et le besoin pour plus de collaboration avec le secteur public et les organisations religieuses.

La deuxième journée de la conférence a débuté par l'appelle à l'action du haut niveau de dirigisme de secteur Public pour développer les partenariats plus efficaces, basée sur l'évidence entre le secteur public et secteurs religieuses. Les panelistes du secteur public ont souligné la nécessité de l'engagement avec les communautés religieuses afin de terminer la pauvreté extrême et d'atteindre les buts suivants liés au développement durable.

Se diriger vers les défis de politique concrète ainsi que

les opportunités, le rapport sur **BUILDING MORE EFFECTIVE PARTNERSHIP BETWEEN THE PUBLIC SECTOR AND FAITH GROUPS** réalisé par McKinsey et Company et commandité par le Joint Learning Initiative on Faith & Local Communities a présenté un cadre pratique de quatre parties pour renforcer la collaboration. Le rapport, basé sur les résultats de 40 entretiens avec les décideurs politiques et les responsables des organisations religieuses, a guidé le design de la conférence et a aidé dans l'encadrement des discussions sur les recommandations de renforcement des partenariats.

En réponse aux perspectives politiques de la session du matin, la séance sur **RELIGION AND FAITH BASED COMMUNITIES PERSPECTIVES** a mis l'accent sur l'impérative morale pour réduire la souffrance des humaines ainsi que les actifs distinctifs que les communautés religieuses portent au sein de développement. Le pouvoir unique qu'exerce la religion pour transformer les mentalités et le comportement, établir les relations et s'assurer de la responsabilité a été apporté sur le devant de la scène. Les panelistes ont mis l'accent sur les domaines potentiels de la croissance, comme suivante : le développement d'une approche axés sur les preuves inspiré par la foi, augmenter l'engagement avec les communautés confessionnelles au niveau local et renforcer la capacité opérationnelle des organisations confessionnelles.

Les onze représentants du panneau **MULTILATERAL AND BILATERAL PERSPECTIVES** ont présenté des exemples novateurs des exemples des partenariats, et se sont adressés aux défis trouvés dans la collaboration ainsi que les changements désirés dans leurs agences. Quelques défis ont été cités vis-à-vis l'engagement systématique entre le secteur public et les organisations confessionnelles comprenant : Les matches inégaux structurel et fonctionnel, les approches dissemblables aux données, l'évidence et la prise de mesures, l'ignorance et le préjudice contre les actifs religieuses,

le manque de représentation des perspectives dans le design du programme et de politique.

Les séances de travail sur **HEALTH SYSTEMS STRENGTHENING, EBOLA AND HIV, SEXUAL AND GENDER BASED VIOLENCE, HUMANITARIAN ASSISTANCE AND DISASTER RELIEF and LARGE SCALE ENGAGEMENT OF RELIGIOUS AND FAITH ABSED GROUPS FOR DEVELOPMENT**. Le renforcement des systèmes de santé, Ebola et le VIH, la violence basée sur le genre les secours humanitaires et l'implication des organisations religieuses pour le développement ont présentés une vue d'ensemble de l'évidence, les études de cas spécifiques au sein du partenariat, les formulations, les défis, et les résumés par les décideurs politiques. Il y avait des discussions à chaque séance par les petits groupes visés pour travailler sur les recommandations pratiques propre à cette séance.

Le panel sur **RELIGION AND POLITICS » RELIGION ET LA POLITIQUE** a exploré les tensions politiques et juridiques dans l'engagement avec les groupes religieux, y compris la lutte contre l'extrémisme violente, la promotion des libertés religieuses, la prévention des pratiques néfastes parmi les points de vue et des valeurs différentes, les conséquences de l'engagement déséquilibré avec les divers acteurs religieux et l'avertissement contre l'instrumentalisation.

La conférence s'est terminée par une séance de travail qui a généré les recommandations pratiques et tronçonnage à travers quatre grandes catégories : (1) La compréhension des contributions distinctives des acteurs religieux au développement. (2) Développer les relations sur la fondation de l'apprentissage mutuel et de respect. (3) Renforcer les mécanismes structurels pour les partenariats intra-confessionnels et intersectoriels. (4) Renforcer la base des preuves.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION:

Le renforcement des partenariats entre le secteur public et les groupes religieux et confessionnels

DEVELOPPEMENT DES RECOMMANDATIONS

Les participants étaient chargés de développer les recommandations propres à la séance dans cinq séances : Renforcement des systèmes de la Santé, L'Ebola et VIH, La violence à caractère sexiste, l'assistance humanitaire et le secours en cas de catastrophe, l'engagement à grand-échelle des groupes religieux et confessionnels pour le développement. Chaque séance de travail a suivi un processus semblable visant à stimuler la génération des recommandations pratiques : L'ouverture et fermeture des cadrages par les décideurs politiques, la vue d'ensemble des preuves, la présentation des études de cas avec des brefs commentaires par les experts présélectionnés, les discussions en petits groupes de travail suivi par un rapport sur les recommandations.

Les participants étaient mis dans 10 groupes convenus à l'avance pendant chaque des séances de travail. Chaque groupe était composé d'un mélange de décideurs politiques, les responsables du secteur public et les universitaires. Le but était d'avoir un mélange des diverses groupes de participants, les différentes religions, les genres et les nationalités différentes. Pendant les séances de travail les participants avaient le temps de formuler une ou deux recommandations pour l'établissement d'un partenariat efficace dans chaque domaine thématique spécifique. Les facilitateurs volontaires ont guidé le group et ont saisi les recommandations en utilisant les modelés de prises de notes. A la fin de chaque séance chaque petit group a fait un rapport sur leurs recommandations principales au groupe général. On a rassemblé tous les recommandations venant des petits groupes à la fin de la séance.

On a demandé que les participants réfléchissent sur les séances précédentes pendant la séance de clôture ainsi que les recommandations susmentionnées. Suite à une discussion animée parmi tous les participants, les petits groupes ont produit des recommandations générales pour la mise en place des partenariats effectifs entre le secteur public et les organisations religieuses et confessionnelles.

L'ANALYSE DES RECOMMANDATIONS

Après la conférence, on a analysé tous les recommandations des séances de travail et on a produit les recommandations propres aux séances ainsi que celles qui étaient tronçonnages.

Afin de produire les recommandations propres aux séances, on a analysé tous ceux-ci des petits groupes pour trouver les thèmes répétés. On a demandé aux dirigeants des séances de réexaminer les recommandations sortant de leurs séances. Les recommandations propres aux séances sont situées à la fin de la section des actes de la Conférence. La liste complète de tous les recommandations des petits groupes sortant de la séance de travail, sont disponible en ligne.

On a reçu les recommandations tronçonnage de la séance de clôture. On a élaboré ces recommandations par la révision et l'analyse pour identifier les thèmes répétés. Finalement, on a extrait les thèmes et les recommandations répétés des séances de panel de la Conférence : Le leadership du secteur public, les perspectives des communautés confessionnelles, les perspectives des partenaires Multilatéraux et Bilatéraux, la religion et les politiques.

LE SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

Veuillez trouver ci-dessous les recommandations, nous avons cité les uns mot par mot, ils couvrent plusieurs domaines thématiques. Les recommandations issues des séances se trouvent à la fin de la partie de la séance de travail dans les actes de la conférence.

I. FORMULER LE CAS : COMPRENDRE EST COMMUNIQUÉ LES CONTRIBUTIONS DISTINCTIVES DES ORGANISATIONS CONFESIONNELLES DANS LE DEVELOPPEMENT

- Le secteur public doit être informé et doit reconnaître la valeur ajoutée ainsi que les atouts de la communauté religieuse
- Le secteur public ne doit pas chercher à séculariser les communautés religieuses ou les instrumentaliser, pour ses objectifs propres.
- Les communautés religieuses doivent prononcer clairement et communiquer de manière proactive leurs atouts distincts ainsi que valeur ajoutée aux organisations de développement public. Les organisations confessionnelles peuvent aider les agences laïques de comprendre leur mission en étant qu'explicit en ce qui concerne leurs croyances, valeurs et travail.
- Les secteurs religieux et public doivent comprendre l'histoire des contributions des communautés religieuses aux OMDs, ils doivent développer les leçons apprises, afin de communiquer la manière dans laquelle les communautés religieuses peuvent contribuer pleinement à la réussite des ODD.
 - “Nous avons reçu un résumé de la contribution des organisations confessionnelles à la conférence sur la Religion et développement durable. Le résumé doit répondre aux questions comment, quoi, et pourquoi, afin de faire valoir l'argument de leurs contributions aux ODD.”
- Les organisations religieuses doivent chercher les opportunités pour s'engager dans les activités dans lesquelles ils sont suffisamment qualifiés, le secteur public doit soutenir les partenariats des communautés religieux dans ceux domaines-la.
 - Les communautés religieuses sont uniquement qualifiées de sensibiliser contre la corruption dans le secteur public.
 - Les communautés religieuses doivent tenir responsable le gouvernement pour la fourniture des services de santé ainsi que sociale.
 - Les secteurs publics doivent reconnaître les rôles puissants que jouent les communautés religieuses dans la fourniture des services psychologique pour la santé mentale ainsi que social. Il doit développer la capacité des communautés religieuses de fournir ceux-ci.

II. S'APPUYER SUR LA FONDATION DE L'APPRENTISSAGE MUTUEL ET LE RESPECT

- Un partenariat efficace doit être basé sur la mutualité et la réciprocité. Les responsables des groupes confessionnels ainsi qu'officiels public doivent approcher le partenariat comme égales, conscient des atouts et contributions sur les deux côtés.
- Nous devons contester les préjugés sur les croyances et valeurs des autres, spécifiquement ceux qui sont perçues comme obstacles au partenariat.
- Les organisations laïque et religieuses doivent être ouvertes et explicites à propos de leurs valeurs afin d'identifier les points communs pour le partenariat. Même si le chevauchement n'existe pas, la prise de connaissance du contexte des groupes religieux peut être bénéfique, à condition que les partenaires se mettent d'accord concernant comment se comporter.
- On doit encourager « l'alphabétisation religieuse » parmi les groupes représentant le secteur public, les

organisations confessionnelles doivent augmenter le « l’alphabétisation de développement » pour mieux comprendre les besoins, les contraintes, les opérations et les perspectives des entités du secteur public.

- “Nous pouvons établir une académie international pour les responsables confessionnelles et les acteurs religieux sur le thème d’éthiques interreligieux pour le développement durable, nous pouvons ouvrir une partie de la période académique aux acteurs non-religieux pour y participer.”
- Faire l’analyse de contexte sur le paysage religieuse y compris : – les traditions, les acteurs, les institutions, – qui peuvent fournir la connaissance de base sur qui d’approcher, et comment développer les questions à utiliser dans la communauté et avec les réseaux existants, la meilleure manière de passer les messages dans le domaine de développement (par exemple, un répertoire des organisations confessionnelles au niveau locale).

III. RENFORCER LES MECANISMES STRUCTURELS POUR LES PARTENARIATS INTRA-CONFESSIONNELS ET INTERSECTORIEL

INTRA-CONFESSIONNEL:

- Comme fondation du partenariat effectif avec le leadership du secteur publique, on a recommandé que les conseils interconfessionnels/religieux soient renforcés afin d’améliorer la coordination, de développer les relations et augmenter la sensibilisation locale. Les conseils représentatifs forts doivent comprendre les groupes non-alignés ou les groupes confessionnels en réseaux (tels que les groupes indigènes ainsi que traditionnelles, par exemple (African Instituted Churches), ainsi que les représentants de tous les principaux religieux locaux, afin de s’opposer à l’influence Chrétienne.
- Les organisations confessionnelles peuvent être proactives dans la présentation de leurs capacités et intérêts dans la collaboration avec les entités gouvernementales et dans la recherche de la représentation adéquate dans les processus de la planification nationale.
- En avance de la réunion des objectifs de développements durable (ODD), ils doivent se rassembler afin de donner conseils aux réseaux de développements nationaux de la manière la meilleure de faire l’engagement avec les acteurs confessionnels au niveau national.
- Les organisations confessionnelles doivent développer leurs propres capacités pour les aider dans le partenariat avec les entités du secteur public.
- Les groupes confessionnels peuvent tirer profit des ressources financières collectées en privé comme bas du partenariat effectif.

INTERSECTORIEL:

- Créer les plateformes intersectorielles régionaux, ou sur place comprenant de gouvernements, les Organisations Confessionnelles (OC), et autres acteurs locaux afin d’effectuer la coordination du dialogue dirigé par les données. Les sujets comprendront le financement de la santé, la mesure de l’impact, les principales pour les activités efficaces, la recherche sur les modèles existants de l’engagement des groupes interconfessionnels. La Plateforme doit se mettre en accord sur un guide de priorités coordonnées.
- Les communautés confessionnelles doivent s’impliquer dans le développement des politiques depuis le début ainsi que sa mise en œuvre. Le groupe d’encadrement ou les réseaux peuvent aider dans la facilitation de coordination entre le secteur public et les responsables religieux.

- Les organisations confessionnelles doivent se considérer comme Co-investisseurs dans le cadre de partenariat avec le secteur public.
- Elles doivent reproduire et adopter le dialogue au niveau de pays comme stratégie d'actualisation des ODD et afin d'encourager le rachat solide des gouvernements, ceux-ci seront cruciales pour la mise en œuvre réussie des ODD.
- Les organisations multilatérales et bilatérales doivent s'investir pour trouver les moyens d'engager plus systématiquement avec les OC au niveau local et global et pas seulement quand il convient.
- Les organisations multilatérales et les bilatérales doivent soutenir la capacité des OC locales pour les aider à travailler avec les acteurs du secteur public dans des domaines tels que : (négociations des contrats, direction avec les politiques d'approvisionnement, la gestion financière,).
- Le secteur public doit élaborer les critères de contrat appropriés aux communautés confessionnelles locales.

IV. RENFORCEMENT DU BASE D'EVIDENCE

- Compiler un guide pour chaque responsable des raisons pour lesquelles, comment et quelle évidence doit être développée et de résumé ce qui existe déjà. « Nous avons une analyse claire des différentes parties prenantes et des besoins d'évidence des partenaires différentes. »
- Développer et proposer le cadre théorique qui a les définitions claires des activités religieuses et les contributions dans le domaine de la santé publique ainsi que développer la capacité de rassembler et de disséminer l'évidence sur ceux-ci.
- Rassembler, analyser et diffuser les types divers des preuves et l'histoire humaines de toutes les organisations confessionnelles qui sont acceptables aux donateurs bilatéraux/multilatéraux afin de présenter systématiquement l'impact qualitative et développer une base d'évidence: Développer une compilation standardisée des études de cas de haute qualité.
- Développer les mesures et les métriques inspirées par la foi ainsi que la compréhension des preuves inspirées par la foi. Développer les indicateurs qui s'adressent particulièrement à la transformation ou la génération de l'espoir et mesurés en termes numériques. Ceux-ci doivent être configurés d'une manière démêlant les contributions distinctives des groupes confessionnelles.
- S'assurer de l'existence d'une compilation compréhensive des ressources confessionnelles dans chaque communauté, ceux-ci sont mis-à-jour pour utilisation en cas de crise. Les compilations doivent être développées en consultation avec la communauté confessionnelle y compris les confessionnelles dans la santé et livreurs de services, les réseaux congréganistes, les responsables de ceux-ci, et les ONG confessionnelles.
- Rédiger les leçons sur le financement confessionnel pour le développement.
- Rédiger ainsi qu'apprendre des crises précédentes et les événements tels que le SIDA/VIH.
- Développer les outils pour mesurer l'efficacité et le succès des partenariats intersectoriels.
- Apprendre plus sur l'impact de la collaboration interreligieuse sur les problèmes qu'affronte le développement pour servir comme modèle pour utilisation par les agences bilatérales.

RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTÉ- LES RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Etablir un cadre de politique solide qui comprendra des mécanismes de contraction et les protocoles d'entente améliorés afin de professionnaliser les relations et d'améliorer la responsabilité.
2. Engager dans le dialogue avec les gouvernements locaux, les OC et autres organisations communautaires dirigés par les données, afin de se mettre d'accord sur un rapport coordonné des priorités.
3. Engager les responsables religieux au sens large afin de façonner de manière proactive les comportements envers la santé et les attitudes (c.-à-d. mettre l'accent sur la prévention)
4. Investir dans le développement des compétences des locaux, y compris les employeurs du secteur public afin de s'assurer de la durabilité, améliorer la qualité et fournir l'assurance communautaire.
5. Adopter les mécanismes innovants de financement afin d'améliorer la qualité de service ainsi que retenir la propriété au niveau locale.
6. Se rendre compte des atouts particuliers des Organisations Confessionnelles, y compris la vitesse et l'amplitude, être capable de s'adapter pour répandre le base du financement, quand il convient.
7. Encourager les responsables religieux d'être plus ouverts et proactifs dans l'identification et la lutte contre la corruption dans les centres de santé confessionnels.
8. Intégrer les résultats non-traditionnels (par exemple l'espoir et la dignité) dans l'évaluation de l'approvisionnement des services de la santé confessionnels.

L'EBOLA ET LE VIH- LES RECOMMANDATION CLÉS

1. Rédiger ainsi que mettre à contribution les leçons apprises, l'expertise des outils et les mécanismes existants pour le partenariat avec les OC dans la préparation et la planification en anticipation des maladies à venir ou de crises (par exemple l'implication des personnes atteintes du VIH/SIDA/ les survivantes d'Ebola, et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination tôte).
2. Améliorer le temps de réponse au début de la crise en engageant les OC qui sont déjà impliquées dans les activités de développement à long terme, qui sont des fournisseurs fidèles des services and qui sont ancrés dans la communauté, aussi rapidement que possible.
3. Mettre en place un plan d'urgence/crises, y compris l'engagement des responsables communautaires et religieux qui ont les relations fortes avec les réseaux nationaux, de quartier et de la communauté.
4. S'assurer que les OC sont représentées dans le processus gouvernemental de planification, d'exécution, de suivi et évaluation au niveau national et de quartier, afin d'évaluer les réponses aux épidémies/crises.
5. Diriger une analyse collaborative et multisectorielle (y compris le secteur religieux) des besoins et de capacité en avant les crises.
6. Etablir les relations solides et efficaces avec les chefs traditionnels/guérisseurs qui ne font pas partie des structures de religion organisées, afin de collaborer avec eux à l'avenir dans les crises.
7. Développer les outils de meilleures pratiques (par exemple les lignes directrices des sermons sur l'Ebola) ainsi que les méthodologies afin de s'assurer que les OC sont bien préparées pour les épidémies des maladies infectieuses ou de crises.
8. Impliquer les participants religieux et communautaires dans l'élaboration, la mise en forme et la livraison des messages culturellement délicats aux communautés pendant l'épidémie ou la crise.
9. Développer la capacité des responsables religieux et personnelles de réponse sanitaires afin de s'associer plus efficacement dans la santé et des situations de crise.

L'AIDE HUMANITAIRE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE- LES RECOMMANDATIONS CLÉS

1. On doit établir un moyen de renforcer l'engagement avec les communautés confessionnelles locales comme stratégie envers la préparation pour l'agenda du Sommet mondiale humanitaire à Istanbul, de mai 2016.
2. Les organisations confessionnelles doivent articuler avec plus de clarté la valeur ajoutée dans l'engagement avec les groupes religieux et les communautés en ce qui concerne l'amplitude et/ou la qualité de la programmation. Le secteur public doit mettre en considération la sagesse de la religion dans l'élaboration d'un cadre de secours en cas de catastrophe et de l'assistance humanitaire.
3. En début de l'année 2016, on doit créer une plateforme pour réunir toutes les principales communautés confessionnelles, les ONGI, les donateurs, et les principaux acteurs de l'ONU pour créer les synergies entre les acteurs de l'humanitaire et du développement ainsi que d'élaborer une feuille de route pour la reconstruction de la structure de la société civile en Syrie.
4. Renforcer la résilience et la capacité des OC qui répondent aux catastrophes, à travers la formation et la certification de ceux-ci dans le domaine des normes fondamentales humanitaires (NFH).
5. La réponse après la catastrophe doit comprendre l'inclusion des besoins holistiques de la communauté y compris le soutien psycho-sociale, qui est nécessaire pour la restauration de la normalité et l'établissement de la confiance.
6. Un mécanisme formalisé doit être établi dedans les donateurs publics qui travaillent dans les zones sujettes à des catastrophes de permettre aux petites ONG locales de s'enregistrer et de font partie d'une base de données qui peuvent être mobilisées rapidement après une catastrophe.
7. Encourager, fait pression et insister que le CDC de l'EU soutien ainsi que stimuler les efforts de cartographie à l'OMS comprenant les OC qui fonctionnent dans le domaine de la santé et des services humanitaires.

LA VIOLENCE DE GENRE ET LA VIOLENCE BASÉE SUR LE SEXE- LES RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Créer un cadre d'engagement entre les responsables religieux, le gouvernement et autres parties pérennantes, semblable au cadre de l'ONUSIDA pour l'engagement avec les organisations confessionnelles en matières de VIH/SIDA.
2. Soutenir le transfert de la politique de la violence sexuelle et sexiste (VSS) aux niveaux national, local/communautaire à travers l'engagement avec les responsables religieux locaux.
3. Mobiliser ainsi que responsabiliser les responsables religieux de faire la sensibilisation pour la reconnaissance et la réponse appropriées au VSS en matière de la loi (par exemple le viol n'est pas reconnu dans la loi en RDC).
4. Fournir la formation aux responsables religieux pour les aider
5. Discuter des narratives contre l'inégalité et la VSS en utilisant la théologie (c.-à-d. les histoires du contexte biblique, « la raison Islamique » pour l'égalité des sexes.)
6. Distinguer entre la religion et la culture.
7. Eliminer la stigmaté en ce qui concerne la sexualité, la violence sexuelle, et les questions relatives à ceux-ci.

8. Fournir la formation interreligieuse.
9. Soutenir la création et l'application des politiques claires et appropriées contre le harcèlement sexuel et la VSS parmi les communautés et les institutions confessionnelles.
10. Développer et fournir les outils spécifiques au contexte ainsi que les stratégies de sensibilisation, de gestion et de mobilisation des communautés.
11. S'assurer de la création des abris parmi les communautés confessionnelles pour aider dans la partageante des expériences, faire une enquête sur les défis ainsi que promouvoir les meilleurs pratiques dans l'établissement de la confiance, la connaissance et le dévouement aux plus vulnérables.
12. Promouvoir les modèles de dirigisme positive en matière de la justice la justice des genres ainsi que faire l'investissement dans tels initiatives dans les écoles, les communautés et les centres confessionnelles.

L'ENGAGEMENT À GRANDE ECHELLES DES ORGANISATIONS CONFESIONNELLES (OC) POUR LA DEVELOPPEMENT- LES RECOMMANDATIONS CLÉS

1. Prenez une vision à long terme en ce qui concerne le financement et la programmation, en vue d'établissement de la confiance dans les communautés locales ; Le changement du comportement prolongé et l'impact a besoin des relations à long terme et basé sur la confiance.
2. Travailler avec les chefs confessionnelles locales et nationales dans le dessin et la mise en œuvre des programmes.
3. Dessiner les instruments de l'approvisionnement visé de financer les organisations confessionnelles locales/ les consortiums afin de faciliter l'agrandissement ; encourager la collaboration, au lieu de la fragmentation.
4. Revoir et interroger les plateformes de la Paludisme pour voir si ceux-ci peuvent être utilise de fournir les solutions aux autres problèmes
5. Quand les OC's élèvent leurs programmes, on doit ajuster le system d'information utilisé de mesuré le programme vis-à-vis les cible, afin de tenir compte des échanges.
6. On doit ramasser et communiquer l'évidence des interventions qui ont élevé avec succès, on doit discuter franchement et apprendre les leçons des programmes qui n'ont pas connu le succès.
7. Développer les mesures et les métriques inspirées par la foi ainsi que la compréhension de l'évidence inspirée par la foi. Développer les indicateurs pour saisir la transformation, ou la génération de l'espoir et mesure-les en termes numériques. Ceux-ci doivent être configuré d'une manière qui aidera l'extraire de la contribution distinctive des groupes confessionnelles.
8. Incorporer le système de mesures aux débuts du dessin du programme.